

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2016

Volume XVII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

FABRICE PICOD (*) et JULIE BAILLEUX (**)

« *Annus horribilis* » (1), « année noire » (2), tels sont les qualificatifs retenus par la presse unanime pour décrire l'année 2015, laquelle restera, ce sont les mots du président de la Commission Jean-Claude Juncker, celle d'une « polycrise non maîtrisée ».

De fait, c'est à peine si l'Europe aura pu reprendre son souffle à la suite de la résolution - certes provisoire - de la crise grecque qui avait menacé d'éclatement la zone euro. Dès septembre, la découverte du corps du petit Aylan sur une plage turque devait donner une nouvelle ampleur à la crise des réfugiés. A l'opposition Nord-Sud cristallisée par les discussions budgétaires de l'été a rapidement succédé une nouvelle opposition Est-Ouest, entre une Europe occidentale relativement ouverte à l'accueil des réfugiés et des Etats directement confrontés à un flux migratoire sans précédent et désireux de rétablir des contrôles aux frontières. Ainsi, deux symboles essentiels de la réussite de la version fédérale du projet européen ont été directement mis en cause : l'espace Schengen et la monnaie unique. C'est également l'objectif initial d'« *établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples* » qui se trouve aujourd'hui mis à mal à la suite de la victoire du conservateur David Cameron aux élections générales britanniques, la menace d'un Brexit hypothéquant aux yeux de certains l'avenir de l'Union, d'aucuns allant même jusqu'à évoquer, en ce début d'année 2016, « *la fin de l'idée européenne* » (3).

En somme et n'en déplaise aux néo-fonctionnalistes, ces crises peuvent s'analyser comme le révélateur d'une réalité souvent occultée par les commentateurs et par les institutions elles-mêmes : la persistance des Etats - de leur souveraineté - et, par conséquent, la réversibilité du processus d'intégration. Ces différentes crises enchevêtrées, qui se développent dans un climat économique et politique tendu (krach financier, montée des nationalismes), contribuent en effet à rendre de plus en plus

(*) Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

(**) Maître de conférences à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

(1) Pénélope DEBREU, « 2015 : *annus horribilis* pour l'Union européenne ? », Terra Nova, 7 janv. 2016.

(2) Francis BOCHET, « 2015 : une année noire pour l'Union européenne », *Le Républicain Lorrain*, 30 déc. 2015.

(3) Jean QUATREMER, « 'Le pessimisme de l'intelligence' de Jean-Claude Juncker », Les coulisses de l'Europe - blog sur *Libération*, 18 janv. 2016.

crédible un démantèlement de l'Union telle qu'elle s'était agencée depuis le début des années 1980. D'autant que rien ne semble plus garantir la pérennité des réflexes européistes de nos dirigeants, même issus des partis de gouvernement les plus militants de la cause européenne.

Dans ce contexte pour le moins troublé, le gouvernement français aura soufflé le chaud et le froid. A la suite des attaques terroristes du mois de novembre à Paris, l'année s'est terminée sur la déclaration remarquable de François Hollande faisant primer le « *pacte de sécurité* » sur le « *pacte de stabilité* » (4). Cette nouvelle hiérarchisation des enjeux rend-elle pour autant caduques les propositions avancées à la mi-juillet par le gouvernement pour « *doter la zone euro d'un budget, d'une gouvernance et d'un parlement* » (5) démocratique ?

Deux études intéressant le rôle de la France dans les politiques européennes ont été retenues dans le cadre de cette rubrique.

La première, rédigée par Charles de Marcilly, s'attache à évaluer le rôle de la France dans le maintien et l'évolution de l'Union économique et monétaire. L'auteur se demande notamment si le couple franco-allemand est un moteur ou bien un frein de l'Union économique et monétaire et si, au sein de ce couple, les positions originales exprimées par le ministre français de l'Économie et des Finances sont susceptibles d'être entendues par le peuple et ses représentants en Allemagne.

La seconde, rédigée par Francesco Martucci, présente le rôle de la France dans la résolution de la crise grecque. L'auteur montre que, sous la menace d'un *Grexit*, la France a largement contribué à la mise en place d'un troisième plan d'aides et a réaffirmé son soutien à l'égard de la Grèce en respectant les positions exprimées par le peuple grec. Cherchant à éviter à tout prix un *Grexit*, la France a ainsi permis de relancer le projet européen.

(4) Discours de François Hollande devant le Congrès réuni à Versailles le 16 novembre 2015.

(5) François HOLLANDE, « Hommage à Jacques Delors », *Le Journal du Dimanche*, 19 juil. 2015.